



# Conseil économique et social

Distr. générale  
31 mars 2008  
Français  
Original : anglais

---

## Comité chargé des organisations non gouvernementales

Reprise de la session de 2008

29 mai-6 juin 2008

### **Rapports quadriennaux pour la période 2003-2006 présentés par les organisations non gouvernementales dotées du statut consultatif auprès du Conseil économique et social par l'intermédiaire du Secrétaire général, en application de la résolution 1996/31 du Conseil économique et social\***

Note du Secrétaire général

## Table des matières

	<i>Page</i>
1. Family Planning Association of Turkey. . . . .	2
2. Deutsche Stiftung Weltbevölkerung (Fondation allemande pour la population mondiale) . . . .	5
3. National Council of Women of the United States . . . . .	9
4. Ensemble, les enfants peuvent faire bouger les choses . . . . .	12
5. Fédération mondiale de la jeunesse démocratique . . . . .	14

---

\* Les rapports présentés par les organisations non gouvernementales n'ont pas été revus par les services d'édition.



## **1. Family Planning Association of Turkey**

**(Statut consultatif spécial; 1999)**

### **Partie I**

#### **Introduction**

##### **i) Buts et activités de l'association**

L'association s'emploie à participer à des activités de plaidoyer, de formation, d'information et à des activités médicales liées aux questions de planification familiale, de santé procréative et sexuelle, et d'éducation des femmes, qui sont considérées comme des droits humains fondamentaux, et à contribuer ainsi à améliorer la santé individuelle et familiale, et la condition de la femme.

### **Partie II**

#### **Contribution de l'association aux travaux des Nations Unies**

##### **i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, et aux grandes conférences des Nations Unies et autres réunions**

1. Le Directeur général et le député membre de l'association ont participé au Forum européen sur la population de 2004. Un groupe d'experts s'est réuni à Genève du 12 au 14 janvier 2004, afin d'étudier les tendances et les stratégies de la population européenne. La réunion a eu lieu sous les auspices de la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) et le Fonds des Nations Unies pour la Population (FNUAP). Le député membre de l'association a prononcé un discours au cours de la réunion.

2. Il a participé à la Conférence des Nations Unies sur l'examen décennal de l'application du Programme d'action de Beijing, et à la quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme qui s'est tenue à New York au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 28 février au 11 mars 2005.

3. Il a participé à la réunion de haut niveau de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH/sida qui s'est tenue à New York au Siège de l'Organisation des Nations Unies le 2 juin 2005.

4. Il a participé à la vingt-sixième session spéciale de l'Assemblée générale : mise en œuvre de la Déclaration d'engagement sur le VIH/sida de 2006, réunion de haut niveau sur le sida, « Unir le monde contre le sida » qui s'est tenue à New York, au Siège de l'Organisation des Nations Unies du 31 mai au 2 juin 2006.

##### **ii) Coopération avec les organes et agences spécialisées de l'ONU sur le terrain et/ou au Siège**

1. Le Directeur général et deux députés membres de l'association ont participé à la réunion du conseil du troisième Forum parlementaire intereuropéen sur la population et le développement tenu par le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) sur la mobilisation des ressources, la création de conditions

favorables à la mise en œuvre de la CIPD, à Lisbonne (Portugal) du 26 au 27 mai 2003.

2. Le Directeur général de l'association a participé à un atelier sur les droits sexuels et corporels et les droits de l'homme au Moyen-Orient et en Afrique du Nord – organisé par « Women for Women's Human Rights (WWHR) – New Ways and Mediterranean Academy of Diplomatic Studies » à Malte du 29 mai au 1<sup>er</sup> juin 2003.

3. Dans le cadre d'un document relatif à un sous-programme entre le gouvernement de Turquie et le FNUAP, le Programme régional des stratégies de population et de développement, qui a pour but d'aider le Gouvernement de Turquie à rendre la structure démographique compatible avec un développement équilibré et durable et à réduire les disparités, un conseil consultatif a été créé à Ankara, et le Directeur général de l'association a été convié à travailler au sein du conseil du 29 juillet 2003 à janvier 2004.

4. L'association a participé à l'organisation de la quatrième réunion du conseil du Forum parlementaire intereuropéen sur la population et le développement : Les femmes dans la société, vers le dixième anniversaire de la quatrième Conférence mondiale sur les femmes à Ankara, en Turquie du 1<sup>er</sup> au 2 avril 2004. Le Directeur général adjoint du FNUAP a prononcé le discours d'ouverture, le Président de l'association a prononcé l'allocution de bienvenue, et le député membre de celle-ci la déclaration de clôture.

5. Le Directeur général et le député membre de l'association ont participé à la Conférence parlementaire internationale sur le Programme d'action de la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) à Strasbourg (France) du 18 au 19 octobre 2004.

6. Le Directeur général de l'association a participé au colloque sur la santé en matière de sexualité et de procréation axé sur les besoins des jeunes, et a fait un exposé sur la portée du programme de la Turquie sur la santé procréative, avec le soutien technique et financier de l'Organisation mondiale de la Santé (OMS), de l'Union européenne (UE), du FNUAP et de l'UNICEF à Ankara (Turquie) du 1<sup>er</sup> au 3 mars 2006.

7. Les membres de l'association ont présidé le neuvième Congrès de la Société européenne de contraception (SEC), en qualité de Président du Congrès et de représentant résident du comité scientifique pour le Président de l'association, et de Président de la dernière session pour le Directeur général. Le congrès fut organisé et accueilli conjointement par l'association et la Société turque pour la santé procréative et la contraception à Ankara (Turquie) du 3 au 6 mai 2006.

8. Le membre député de l'association a participé à la Conférence parlementaire internationale sur l'application du Programme d'action de la CIPD, à Bangkok (Thaïlande) les 21 et 22 novembre 2006, organisée par le Forum asiatique des parlementaires sur la population et le développement et le FNUAP.

**iii) Initiatives prises par l'association à l'appui des objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier des objectifs du Millénaire pour le développement, qui constituent actuellement la base du programme d'action mondial pour le XXI<sup>e</sup> siècle**

**i. Activités à l'appui des objectifs du Millénaire pour le développement**

Objectif 5 : améliorer la santé maternelle

Cible 6 : réduire de trois quart le taux de mortalité maternelle

Activités : soins de médecine générale : 230.343

**ii. Activités à l'appui des principes mondiaux**

1. La Journée mondiale des droits de l'homme, la Journée mondiale de la lutte contre le sida, la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes, ont été commémorées en 2003, 2004, 2005 et 2006.

2. La Charte des droits en matière de santé procréative et sexuelle élaborée par la Fédération internationale pour la planification familiale a été réimprimée en turc et distribuée aux métiers de la santé, enseignants, bibliothèques de jeunesse et universitaires.

3. Trente et une organisations non gouvernementales se sont regroupées pour militer en faveur de l'action de l'association auprès des parlementaires à l'Assemblée nationale de Turquie en 2006, qui lutte contre la mortalité maternelle et infantile.

4. Un projet a été mis en place dans huit provinces de Turquie où la mortalité maternelle est élevée, conjointement avec les parlementaires de ces provinces. Huit comités multidisciplinaires permanents ont été créés sous la direction des Gouverneurs de ces provinces afin de développer des plans d'urgence.

5. L'association a créé un « dispensaire pour la mère et l'enfant » dans l'une des régions les plus pauvres d'Istanbul en octobre 2005 afin de mettre à la disposition des familles des soins médicaux de qualité.

6. L'association a conduit un projet sur deux ans visant à former 60 000 étudiants sur les droits en matière de santé procréative et sexuelle dans cinq provinces de Turquie, Ankara, Istanbul, Izmir, Diyarbakir et Mersin. Ce projet a débuté le 15 décembre 2005.

7. Une campagne médiatique nationale sur la contraception moderne a été démarrée pour 2005 et 2006 en collaboration avec 2 chaînes nationales de télévision, 2 quotidiens et 5 magazines féminins.

## **2. Deutsche Stiftung Weltbevölkerung (Fondation allemande pour la population mondiale)**

(Statut consultatif spécial; 1999)

### **Partie I**

#### **Introduction – Buts et objectifs de l'organisation**

La Fondation est une organisation de développement international, fondée en 1991 comme fondation à but non lucratif. Son siège est à Hanovre (Allemagne) et elle a des bureaux régionaux en Éthiopie, au Kenya, en Tanzanie, en Ouganda, et un bureau de liaison avec l'Union européenne à Bruxelles (Belgique). La Fondation n'a aucune appartenance politique ni religieuse, et fonctionne grâce à des dons privés et le soutien financier d'autres organisations et agences. Son objectif premier est la lutte contre la pauvreté en aidant la population à éviter des grossesses non désirées et à se protéger du sida. L'information des jeunes sur la sexualité et la contraception est la base de tous nos projets dans les pays en développement. Par le biais des médias, des campagnes de sensibilisation et des activités de plaidoyer, la Fondation informe également les responsables politiques en Afrique, en Allemagne et partout en Europe du lien existant entre le développement de la population, la pauvreté et la santé.

### **Partie II**

#### **Contribution aux travaux des Nations Unies**

La contribution de la Fondation aux travaux des Nations Unies est trop importante pour être décrite en détail ici; nous nous en tiendrons à quelques aspects marquants.

##### **i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, et aux grandes conférences des Nations Unies et autres réunions**

1) Réunion de haut niveau sur le sida, « Unir le monde contre le sida » du 31 mai au 2 juin 2006 aux Nations Unies à New York : la Fondation a permis de recruter quatre députés allemands qui ont participé activement à cette conférence. La Fondation elle-même faisait partie de la délégation du Gouvernement allemand et fournissait des conseils, répondait aux questions de celui-ci, et a participé à l'élaboration d'un rapport non officiel.

2) Dialogue de haut niveau sur les migrations et le développement, 14 septembre 2006, Nations Unies à New York : la Fondation a aidé les députés allemands à écrire une lettre au Chancelier allemand et aux Hauts-Commissaires aux droits de l'homme et à l'intégration afin de relever les spécificités féminines de la migration.

3) La trente-septième session de la Commission de la population et du développement des Nations Unies, du 22 au 26 mars 2004, New York : la Fondation était un membre officiel de la délégation du Gouvernement allemand.

4) Le congrès et l'exposition sur l'éducation organisés conjointement par l'Organisation des ministres de l'éducation des pays du sud-est asiatique et

l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO) du 27 au 29 mai à Bangkok (Thaïlande); le bureau régional de la Fondation au Kenya a fait un exposé lors d'une autre session sur le programme d'éducation préventive au VIH/sida.

5) La soixantième session de la Commission des droits de l'homme, qui s'est tenue à Genève du 15 mars au 23 avril 2004 : la Fondation a fait un exposé pour appuyer le rapport de M. Paul Hunt (Rapporteur spécial de la Commission des droits de l'homme) sur le droit à la santé.

6) Le Forum européen sur la population, organisé conjointement par la Commission économique des Nations Unies pour l'Europe (CENUE) et le Fonds des Nations Unies pour la population (FNUAP) au Siège de l'Organisation des Nations Unies à Genève, du 12 au 14 janvier 2004 : la Fondation a présenté un document de travail sur les questions relatives à la population.

**ii) Coopération avec les organes et agences spécialisées de l'ONU sur le terrain et/ou au Siège**

*Promotion active et collecte de fonds pour le FNUAP*

Au cours des années 2003 à 2006, la Fondation a soutenu activement le Fonds, en permettant à ses responsables politiques de s'exprimer au Parlement allemand et de s'adresser à des hauts responsables de l'Administration allemande. Par exemple :

1) Le 18 octobre 2006, la Fondation a organisé un petit déjeuner à l'intention des parlementaires avec la participation du docteur Thoraya Obaid, Directeur général du FNUAP.

2) Le 6 septembre 2006, la Fondation a organisé un petit déjeuner à l'intention des parlementaires avec la participation du Directeur du bureau du FNUAP au Cambodge.

3) Le 20 octobre 2004, la Fondation a œuvré en vue de la présentation d'un exposé fait par le docteur Obaid avec le Comité parlementaire allemand sur la coopération et le développement économiques.

4) Le 21 octobre 2004, le docteur Obaid et le docteur Dietrich Garlichs du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF) en Allemagne se sont exprimés lors du Dialogue international sur la population et le développement durable, organisé par la Fondation conjointement avec GTZ et Schering, afin d'examiner le lien existant entre la Conférence internationale sur la population et le développement (CIPD) et le Programme d'action du Caire, d'une part, et les objectifs du Millénaire pour le développement, d'autre part.

5) Le 17 octobre 2006, le docteur Obaid s'est exprimée lors du cinquième Dialogue international, organisé toujours par la Fondation et ses partenaires.

6) En janvier 2006, la Fondation a publié un article dans *Chrismon*, un journal protestant renommé, qui présente la campagne du Fonds sur les fistules obstétriques et une déclaration du docteur Obaid.

7) Du 8 au 13 mai 2006, la Fondation, conjointement avec le FNUAP et d'autres organisations, a organisé un voyage d'études pour 12 députés européens, dans le but de comprendre comment l'Éthiopie prend en compte les questions de santé

procréative et sexuelle dans sa volonté d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement.

Chaque année, de 2003 à 2006, la Fondation a publié la version allemande du rapport sur l'état de la population mondiale du FNUAP, ce qui a amélioré la perception du Fonds en Allemagne parmi les médias et les responsables politiques. D'une année à l'autre, le succès de cette publication n'a cessé de croître, pour réussir à réunir en 2006 plus de 50 journalistes à la conférence de presse, qui comptait des représentants du Gouvernement et du FNUAP. Tous les grands journaux nationaux parlaient de ce rapport, certains lui consacraient même une page entière. Les sujets de fond présentés dans le rapport furent mentionnés dans 224 articles de la presse écrite, 177 articles en ligne, 38 articles émanant des agences de presse, 2 articles sur vidéo, et 8 bulletins d'information télévisés, y compris aux heures d'écoute maximum. En outre, en 2005, la Fondation et le FNUAP ont présenté la version éditée de *UN World Population Prospects* de 2004, qui a fait l'objet de reportages par toutes les agences de presse et journaux importants, et même quelques émissions de radio.

#### **Autres activités**

- 1) En 2006, la Fondation a aidé ONUSIDA à améliorer son projet relatif aux flux de ressources en contribuant à l'harmonisation de collecte de données mondiales sur les flux de ressources affectant la question du VIH/sida.
- 2) En octobre et en décembre 2003, la Fondation et Medica Mondiale (un organisme de secours d'urgence) ont publié un « aide-mémoire » sur l'importance des droits de l'homme dans les questions relatives à la santé procréative et sexuelle à l'intention du Ministère allemand des affaires étrangères, dans le but d'inciter le Gouvernement allemand à soutenir davantage le Rapporteur spécial sur le droit à la santé dans les attaques qu'il subissait de la part des États-Unis et du Pakistan à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies à Genève.
- 3) De 2003 à 2006, la Fondation a mis en place une stratégie de gestion de connaissances et de réseaux de praticiens pour l'initiative de l'Union européenne et du FNUAP en faveur de la santé procréative des jeunes en Asie.
- 4) En mai 2004, conjointement avec ses partenaires, la Fondation a organisé une conférence sur l'importance des droits de l'homme dans les questions relatives à la santé procréative et sexuelle, au cours de laquelle on a pu assister à la présentation d'un rapport du Haut-Commissaire des Nations Unies aux droits de l'homme sur le droit à la santé.
- 5) En décembre 2005, la Fondation en Éthiopie a accueilli une formation conduite par l'UNICEF sur la prévention du VIH/SIDA.
- 6) En mars 2003, le Ministre de la santé de l'Ouganda, le FNUAP et la Fondation ont décidé conjointement d'organiser des formations à l'intention des prestataires de soins de santé.
- 7) Soutien à l'ambassadeur itinérant du FNUAP, Alfred Biolek, qui a apporté son appui au Fonds. À plusieurs reprises, de 2003 à 2006, la Fondation a appuyé le travail du docteur Alfred Biolek, célébrité allemande et ambassadeur itinérant, qui s'est adressé en direct à la radio à 7 ou 8 millions de personnes (environ 10 % de la population de l'Allemagne) pour exprimer son soutien au FNUAP. En outre, en

février 2005, la Fondation a présenté, avec le Fonds, la version éditée de *UN World Population Prospects* de 2004, qui a fait l'objet de reportages par toutes les agences de presse allemandes et les journaux les plus importants, ainsi que par quelques émissions radio. Grâce aux campagnes de sensibilisation de la Fondation, dont celles mentionnées plus haut, le Gouvernement allemand a augmenté à plusieurs reprises sa contribution au FNUAP au cours des années 2003-2006. Le Gouvernement allemand s'est engagé, lors de la Réunion commémorative extraordinaire de l'Assemblée générale des Nations Unies le 14 octobre 2004, à combler le déficit en fournitures de base relatives à la santé procréative, en revoyant à la hausse sa contribution au Fonds pour atteindre 15 millions de dollars. À nouveau, en 2006, le Gouvernement allemand a décidé d'augmenter sa contribution au Fonds de 1 million d'euros de plus.

**iii) Initiatives prises par l'association à l'appui des d'objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier des objectifs du Millénaire pour le développement, qui constituent actuellement la base du programme d'action mondial pour le XXI<sup>e</sup> siècle**

Les activités auxquelles participe la Fondation sont bien trop nombreuses pour être énumérées dans ce rapport. Uniquement en 2003 et 2004, les activités de la Fondation ont touché plus de 6,7 millions de jeunes, âgés de 10 à 24 ans, dans les pays en développement, pour les aider à améliorer leurs conditions de santé procréative et sexuelle, atteignant ainsi les OMD 5 (améliorer la santé maternelle), 6 (lutter contre le VIH/sida, le paludisme et autres maladies liées à la pauvreté), 4 (réduire la mortalité infantile), 3 (promouvoir l'égalité des sexes et contribuer à l'émancipation des femmes), tout en contribuant également à la réalisation des autres objectifs. Les activités de sensibilisation et de plaidoyer entreprises par la Fondation contribuent avant tout à atteindre l'OMD 8 (développer un partenariat mondial pour le développement), car nous incitons toujours les pays donateurs en Europe à apporter une aide au développement plus importante et plus efficace.

**iv) Activités à l'appui des principes mondiaux**

Les activités auxquelles participe la Fondation sont bien trop nombreuses pour être énumérées dans ce rapport. Parmi les plus importantes, il convient de citer son engagement en faveur du développement humain et social, notamment le Programme d'action de la CIPD, la Conférence de Beijing sur les droits de la femme, et la Convention internationale relative aux droits de l'enfant. Un exemple : à l'occasion de l'Assemblée générale des Nations Unies, le 13 octobre 2004 à New York, la Fondation et d'autres organisations ont recueilli plus de 30 000 signatures venant d'Europe et des États-Unis pour commémorer le dixième anniversaire de la CIPD.

Depuis 1999, la Fondation est dotée du statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social. Ce statut nous a permis de nous rapprocher de nos objectifs, qui consistent à aider la population à lutter contre des grossesses non désirées, se protéger contre le VIH/sida, et échapper à la pauvreté.

Nous espérons que ce rapport illustre nos qualifications pour occuper un statut consultatif spécial auprès du Conseil économique et social, et nous souhaitons continuer à apporter notre appui aux Nations Unies et aux buts qu'elle s'est fixés.

### **3. National Council of Women of the United States**

**(Statut consultatif spécial; 1999)**

#### **Partie I**

##### **Introduction**

Le National Council of Women of the United States est une coalition d'organisations et d'individus ayant pour vocation de répondre aux préoccupations des femmes en quête d'égalité sociale, économique et politique. Le Conseil œuvre en faveur de l'éducation, de la participation et la promotion des femmes afin de faire de l'égalité des sexes une obligation nationale. L'association sert de forum pour promouvoir des concepts progressistes, pour influencer des grandes orientations et pour se faire la voix des femmes dans le pays. Le Conseil est la plus ancienne organisation bénévole dont les activités ne sont pas inspirées par une religion spécifique aux États-Unis.

#### **Partie II**

##### **Contribution de l'association aux travaux des Nations Unies**

###### **i) Participation à des grandes conférences**

Des représentants de cette association ont participé à la Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales à New York (États-Unis) : du 6 au 8 septembre 2006, « Une tâche inachevée : constituer des partenariats efficaces pour la sécurité humaine et le développement durable », du 7 au 9 septembre 2005, « Notre défi : des voix pour la paix, la conclusion de partenariats et le renouveau », du 8 au 10 septembre 2003 « Sécurité et dignité humaines : concrétiser la promesse de l'ONU ». Des manifestations parallèles aux sessions de la Commission de la condition de la femme ont été organisées : le 27 février 2006, le Conseil a parrainé un Forum pour la santé et l'environnement intitulé « Les produits chimiques courants sont-ils néfastes au développement sexuel de nos enfants? » à l'United Nations Church Center à New York (États-Unis). Les participants étaient des gynécologues/obstétriciens, des physiciens et des spécialistes de l'environnement. Les manifestations parallèles suivantes ont été organisées sous les auspices communes du Conseil et d'autres organisations :

Le 1<sup>er</sup> mars 2005, « Violence à l'égard des femmes : crimes de guerre et la Cour pénale internationale », à l'United Nations Church Center à New York (États-Unis), coparrainée par la Fédération internationale des femmes juristes;

Le 2 mars 2005, sous les auspices communes du Conseil et de Mary Knoll Sisters of St. Dominic, « Les effets du racisme sur la promotion de la femme »;

Le 2 mars 2005, « Élimination de la pauvreté : approche fondée sur les droits fondamentaux de la femme », à l'auditorium Dag Hammarskjöld des Nations Unies, organisée conjointement par le Conseil et le Conseil international des femmes.

Le 6 mars 2006, « Promotion de l'égalité des femmes et des hommes : santé, éducation et droits de l'homme » à l'United Nations Church Center à New York (États-Unis), coparrainée par la National Association of Negro Business and Professional Clubs, Inc.

**ii) Coopération avec les organes et agences spécialisées de l'ONU sur le terrain et/ou au Siège**

Le 21 avril 2006, le National Council of Women of the United States et l'Initiative communautaire relative à l'eau du Programme de développement des Nations Unies au Ghana ont parrainé un événement particulier en l'honneur de l'appui fourni par la Fondation Prem Rawat. La Fondation Prem Rawat a accordé une subvention aux deux associations, afin de soutenir les programmes d'initiatives relatives à l'eau au Ghana, et de contribuer à atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. La manifestation a eu lieu dans la salle de conférence 2 des Nations Unies à New York (États-Unis).

**iii) Initiatives prises par l'association à l'appui des objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier des objectifs du Millénaire pour le développement**

Une série de forums internationaux a été organisée en vue de promouvoir la tenue de sessions spéciales dans les États qui visent à faire mieux connaître les objectifs du Millénaire pour le développement dans les communautés, et à encourager les autorités fédérales et locales à s'unir aux groupes de la société civile pour résoudre leurs problèmes. Le 20 janvier 2006, le programme était inauguré dans le Legislative Office Building à Hartford, Connecticut (États-Unis). Une déclaration a été faite devant l'association.

*1. Les objectifs du Millénaire pour le développement*

L'organisation a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement en Afrique, en Europe de l'Est, en Amérique du Sud et aux États-Unis.

**Objectif 1. Réduire l'extrême pauvreté et la faim**

*Cible 2* : Réduire de moitié la proportion de la population qui souffre de la faim

Actions :

- Enfants nourris et ayant bénéficié de soins nutritionnels = 17 200
- Femmes à qui on a appris à planter et récolter divers légumes au Ghana = 50
- Sacs de riz et paniers de nourriture distribués = 3 000 livres de riz – 2 000 paniers de nourriture distribués à des personnes atteintes d'infection à VIH/SIDA et à leurs familles

**Objectif 2. Assurer l'éducation primaire pour tous**

*Cible* : Donner à tous les enfants, garçons et filles partout dans le monde, les moyens d'achever un cycle complet d'études primaires.

Actions :

- Nombre de cartables et de fournitures scolaires distribués = 1 257

- Frais de scolarité et uniformes mis à la disposition d'enfants dans le besoin = 3 500
- Livres pour bibliothèques, du primaire au secondaire = 1 505

### **Objectif 5. Améliorer la santé maternelle**

*Cible* : Réduire de trois quarts le taux de mortalité maternelle

Action : amélioration de l'architecture d'un dispensaire existant dans un petit village au Ghana, et construction d'une salle d'accouchement. Avec le concours du Ministère de la santé, une sage-femme travaille à plein temps au dispensaire, naissance et soins prénatals = 1 000

### **Objectif 7. Assurer un environnement durable**

*Cible 2* : Diminuer de moitié la proportion de la population qui n'a pas accès de façon durable à un approvisionnement en eau potable.

Action : pendant les années 2003-2006, des puits avec des compteurs d'électricité ou des pompes à main ont été financés et construits dans des petits villages du Ghana = 40

## 2. *Activités à l'appui des principes mondiaux*

Le 13 octobre 2003, un hommage à Global Ministry : « Relevons les défis : la dignité humaine et la pauvreté » : des récompenses ont été présentées à 14 représentants de la communauté des missionnaires. Le Chef de la Section des organisations non gouvernementales du Département de l'information était l'orateur principal lors du déjeuner organisé à l'occasion de cette remise de prix au restaurant des Délégués, aux Nations Unies à New York (États-Unis), conjointement avec la National Association of Negro Business and Professional Clubs, Inc. De 2003 à 2004, en finançant le Health Plan of New York (HIP), le National Council of Women of the United States a pu se rendre compte d'un aspect de la pauvreté à New York, les femmes sans abri. Avec le concours de la Grand Central Neighborhood Social Service Corp., le programme « La promotion des femmes sans abri et échange culturel » a été créé.

**Objectif du programme** : Encourager et donner les moyens aux femmes sans abri de retrouver leur confiance en elles et leur dignité, en prévision d'une entrée ou d'un retour à la vie active.

Le 21 janvier 2005, le Conseil national des femmes a salué sept entreprises qui ont fait évoluer la situation des femmes sur leur lieu de travail.

*Objectif* : Diversité : mettre en valeur les aspects positifs de notre société et reconnaître les efforts accomplis pour atteindre l'harmonie raciale, spirituelle et éthique

Thème : « Défi d'un monde en mutation : l'harmonie raciale, spirituelle et éthique ». Les entreprises citées étaient CitiGroup Inc., Colgate-Palmolive Co, Lucent Technologies, Scholastic, Time Warner, Central Brooklyn Family Health Network et Health Plan of New York; et la cérémonie s'est tenue à l'hôtel Millenium, United Nations Plaza, New York (États-Unis).

Le 16 mai 2006, l'association, le Département de la main-d'œuvre des États-Unis, Women's Bureau Region II et le Public Service Electric and Gas ont

coparrainé une table ronde et un séminaire destiné à permettre aux femmes d'accéder aux postes d'entrepreneur. Thème : « Nouvelles tendances – nouveaux défis ». La réunion s'est tenue sur le site de Public Service Enterprise Group (PSEG), Park Place, Newark, New Jersey (États-Unis).

#### **4. Ensemble, les enfants peuvent faire bouger les choses**

**(Statut consultatif spécial; 1995)**

##### **Partie I**

##### **Introduction**

« Ensemble, les enfants peuvent faire bouger les choses » rassemble des enfants et des jeunes gens, âgés de 5 à 24 ans, venant d'horizons et de pays différents, qui s'efforcent de créer un monde de paix et de justice. Leurs actions inspirent d'autres enfants de différents pays pour prendre les choses en main et pour être des agents du changement positif dans le monde dans lequel ils vivent. Ce sont des enfants et des jeunes gens qui dirigent l'association. Les décisions sont prises par consensus et faites par des jeunes, aidés par quelques adultes qui leur sont d'un grand soutien. Les actions entreprises sont des actions de jeunes.

##### **Partie II**

##### **Contribution de l'association aux travaux des Nations Unies**

###### **i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, et aux grandes conférences des Nations Unies et autres réunions**

2004. Participation à la cinquante septième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales du 8 au 10 septembre 2004, New York. L'association a participé aux sessions de la conférence sur le thème « Objectifs du Millénaire pour le développement : la société civile agit ».

2005. Les représentants ont assisté et participé aux réunions suivantes à New York, toutes liées aux droits des enfants : la cinquante-huitième Conférence annuelle du Département de l'information pour les organisations non gouvernementales, du 7 au 9 septembre.

*La quarante-neuvième session de la Commission de la condition de la femme (l'examen décennal de l'application du Programme d'action de Beijing) du 28 février au 11 mars 2005, New York.* L'association y a participé et a milité pour que plus de petites filles participent à la conférence sur la condition de la femme. Elle a parrainé, conjointement avec le Groupe de travail des organisations non gouvernementales sur la situation des petites filles, une manifestation parallèle « Speak Out Panel ». Des jeunes filles de l'association participaient à la manifestation.

*Exposé de l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants, le 17 novembre 2005 à New York.* L'association a assisté et participé aux débats parallèles.

2006. Les représentants ont assisté et participé aux réunions suivantes à New York, toutes liées aux droits de l'enfant : la trente-quatrième session de la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes, du 16 janvier au 3 février, la cinquantième session de la Commission de la condition de la femme, du 27 février au 10 mars. Les rapports sur la participation des enfants ont été communiqués à la Commission des droits de l'homme des Nations Unies lors de la soixante et unième et la soixante deuxième session à Genève, Suisse, du 14 mars au 22 avril 2005 et du 13 au 27 mars 2006.

**ii) Coopération avec les organes et agences spécialisées de l'ONU sur le terrain et/ou au Siège**

L'association suit attentivement les travaux du Comité des droits de l'enfant de l'Organisation des Nations Unies et échange des informations au moyen du Réseau international de défense des droits de l'enfant. De 2003 à 2006, elle a été un membre contributeur de l'UNICEF (Fonds des Nations Unies pour l'enfance) et des Groupes de travail des organisations non gouvernementales sur « Les enfants dans les conflits armés », « Les droits de l'enfant », « L'abus de drogues », « L'éducation », « La petite fille ». L'association a contribué à l'élaboration de l'Étude des Nations Unies sur la violence à l'encontre des enfants en réunissant des informations sur le sujet. Elle a collaboré avec d'autres organisations non gouvernementales pour distribuer et faire remplir l'enquête à la population cible et à d'autres enfants à New York, d'août à décembre 2004.

**iii) Initiatives prises par l'association à l'appui des d'objectifs de développement convenus au niveau international, en particulier des objectifs du Millénaire pour le développement, qui constituent actuellement la base du programme d'action mondial pour le XXI<sup>e</sup> siècle**

L'association a contribué aux objectifs du Millénaire pour le développement en sensibilisant l'opinion publique aux besoins des enfants et au soutien qu'il peut leur être apporté grâce aux Nations Unies. Durant la période considérée, elle n'a cessé d'animer le réseau international de défense des droits de l'enfant à l'intention des organisations de jeunesse et des jeunes, et a également diffusé des informations partout dans le monde sur la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies. L'association a multiplié ses efforts d'année en année de 2003 à 2006 pour informer les jeunes de leurs droits et pour inciter les dirigeants adultes à ratifier et à appliquer la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies.

L'association a toujours eu un club de correspondance pour enfants et un réseau informatique (kidsmeetingkids.org) depuis 1995, qui permet à ses usagers d'échanger des informations sur les droits de l'enfant et d'aider les enfants et les jeunes à s'entraider.

2003-2006 : l'association a tenu chaque année un congrès international de l'enfant. Les enfants et les jeunes de chacune des Missions des Nations Unies sont invités à participer à ce congrès et à s'exprimer sur les thèmes de la paix et de la non-violence, et à trouver des moyens pour venir en aide aux enfants dans le monde

et à militer en faveur de la Convention relative aux droits de l'enfant des Nations Unies. Chaque année, le congrès se tenait à New York au Church Center for the United Nations au mois d'avril.

## **5. Fédération mondiale de la jeunesse démocratique**

**(Statut consultatif général; 1947)**

### **Partie I**

#### **Introduction**

La Fédération mondiale de la jeunesse démocratique a été créée le 10 novembre 1945 à Londres (Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord). La Fédération se compose d'organisations de jeunes de différents pays, de différentes tendances politiques, croyances religieuses et formes d'activité qui, sur des bases d'égalité et de respect mutuel pour leur autonomie, souhaitent œuvrer ensemble pour satisfaire au mieux les intérêts de la jeunesse et faire avancer les principes communs de jeunesse, indépendance, démocratie, amitié, solidarité internationale et paix dans le monde.

L'association comprend plus de 180 organisations membres venant de plus de 100 pays de par le monde. Elle ne cesse d'élargir sa portée, par le biais de nombre d'organisations de jeunes non membres, aux niveaux national, régional et international. Les cinq régions de l'association (Afrique; Asie et Pacifique; Europe et Amérique du Nord; Amérique latine et les Caraïbes; Moyen-Orient) forment un réseau qui collabore avec le siège situé à Budapest. De par son statut d'organisation non gouvernementale internationale dédiée aux jeunes, la Fédération a toujours considéré comme sa priorité de maintenir des relations étroites avec le système des Nations Unies, notamment avec l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture (UNESCO), le Conseil économique et social, et l'Organisation internationale du Travail (OIT), et en particulier en ce qui concerne ses programmes consacrés aux jeunes. Dans toutes les activités que nous avons entreprises, nous insistons sur la nécessité de la Fédération d'améliorer sa collaboration avec l'UNESCO et le système des Nations Unies.

Pendant la période de 2003 à 2006, l'association a participé activement au 16<sup>e</sup> Festival mondial de la jeunesse et des étudiants, qui s'est tenu à Caracas (Venezuela) du 7 au 15 août 2005, autour du thème « Pour la paix et la sécurité, luttons contre l'impérialisme et la guerre! », jouant ainsi un rôle fondamental et déterminant dans l'initiative de masse politique et culturelle la plus importante organisée par un mouvement mondial démocratique et progressiste de jeunes et d'étudiants. Cette manifestation a accueilli plus de 17 000 délégués d'organisations locales, nationales, régionales et internationales venant de 144 pays, représentant des millions de jeunes et d'étudiants de partout dans le monde. Avant le festival, l'organisation avait également tenu son assemblée du 4 au 7 mars 2003 à La Havane (Cuba).

## **Partie II**

### **Contribution de l'association aux travaux des Nations Unies**

#### **i) Participation aux travaux du Conseil économique et social et de ses organes subsidiaires, et aux grandes conférences des Nations Unies et autres réunions**

La Conférence internationale des organisations non gouvernementales, qui entretient des relations opérationnelles avec l'UNESCO a eu lieu au siège de l'UNESCO à Paris (France) du 17 au 19 décembre 2003, et le vice-président de la Fédération y a assisté. Le représentant de l'association est intervenu et a présenté ses conclusions sur plusieurs points de l'ordre du jour, en particulier sur les thèmes des droits de l'homme, de l'éducation pour tous, et de la culture de la paix.

Lors de la soixantième session de la Commission des droits de l'homme qui a eu lieu à Genève (Suisse) du 14 mars au 22 avril 2005, la Fédération était représentée par son secrétaire général.

La soixante et unième session de la Commission des droits de l'homme qui s'est tenue à Genève (Suisse) du 14 mars au 23 avril 2004 où est intervenu le secrétaire général de l'association.

La 4<sup>e</sup> édition du Forum des jeunes de l'UNESCO, qui a eu lieu au siège de l'UNESCO à Paris (France) du 30 septembre au 2 octobre 2005, autour du thème « Les jeunes et le dialogue entre les civilisations, les cultures et les peuples – propositions d'action dans les domaines de l'éducation, des sciences, de la culture et de la communication ». L'objectif principal de cette manifestation, qui s'est déroulée lors de la trente-troisième session de la Conférence générale de l'UNESCO, était de produire un rapport à l'intention de cette dernière sur les questions relatives aux jeunes. Bien qu'étant un partenaire actif de l'UNESCO, la Fédération a participé à cette manifestation en qualité d'observateur, mettant en avant ses points de vue et contributions dans différents domaines. Ce forum était une bonne occasion pour rencontrer d'autres organisations non gouvernementales internationales dédiées à la jeunesse et d'autres jeunes, comme en témoigne la présence de 229 représentants de 128 pays (184 délégués) et 45 observateurs. La Conférence internationale des organisations non gouvernementales, qui entretient des relations officielles avec l'UNESCO, a eu lieu au siège de l'UNESCO du 14 au 16 décembre 2005 à Paris (France), et le Vice-Président de l'association était présent.

#### **ii) Coopération avec les organes et agences spécialisées de l'ONU sur le terrain et/ou au Siège**

Dans le cadre du Programme de participation de l'UNESCO 2004-2005, le classement des dossiers de la Fédération a remporté un grand succès. L'association a collaboré avec un expert au siège afin de retrouver, ranger, protéger et classer différents matériaux, en particulier grâce à une base de données numériques, et ceux-ci confirment la richesse du patrimoine de ses dossiers, qui constitue une partie importante de l'histoire de la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle, notamment pour le mouvement des jeunes et des étudiants. L'organisation a réussi à faire imprimer en 2006 pour la première fois en 15 ans son magazine historique « La jeunesse mondiale », qui consacre le résultat de ses travaux.